

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20240126-7200-DE-1-1
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 26 JANVIER 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Madame ROSSIGNOL.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Madame DUHEN, Monsieur MELLICK qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.

SAINT OMER et LONGUENESSE - Boulevard Guislain Laennec - L'îlot 3 - Fort Maillebois. Convention de partenariat entre Pas-de-Calais Habitat, la Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer, Flandre Opale Habitat, Habitat Hauts-de-France, FACE Côte d'Opale et GRDF dans le cadre du projet ' CIVIGAZ '

Direction politique clients et solidarités et Direction de la côte d'opale et de l'audomarois

Rapporteur : Mme [REDACTED]

La précarité énergétique est un phénomène complexe qui se caractérise par 3 facteurs : hausse des prix de l'énergie, mal logement et fragilité financière.

A l'échelle nationale, 3,3 millions de ménages sont aujourd'hui en situation de précarité énergétique, un ménage sur cinq se restreint sur le chauffage et un sur dix rencontre des difficultés à payer ses factures d'énergie.

Les conséquences de la précarité énergétique sont diverses et souvent cumulatives : un

logement mal ventilé, peu chauffé ou mal isolé va se dégrader plus rapidement et présenter des risques accrus en matière de sécurité des installations gaz. Cela peut entraîner des dangers pour la santé et la sécurité des habitants et créer de fait un isolement social. S'il n'est pas traité, le phénomène peut s'aggraver.

Face à l'ampleur du phénomène, les acteurs publics, privés et associatifs des secteurs de l'énergie, du logement et de la solidarité, parmi lesquels GRDF, se sont réunis au sein de l'Observatoire nationale de la précarité énergétique (CNPE) animé par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) depuis sa création en mars 2011.

En février 2015, la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) et GRDF ont créé CIVIGAZ, une mission sur la sécurité gaz et la détection de la précarité énergétique, avec le soutien des ministères en charge de la ville, de la jeunesse, des sports et de l'écologie.

Cordonnée au niveau national par la Fondation FACE, la déclinaison du programme sur les territoires s'appuie sur des associations locales et des volontaires en Service Civique.

Ils sont outillés, formés et encadrés pour se rendre au domicile de ménages modestes, les sensibiliser à la sécurité des installations intérieures gaz et à la maîtrise des énergies.

Lors des visites, en cas de questionnement des ménages ciblés, les volontaires et l'association porteuse informeront le responsable d'agence qui traitera la demande en orientant, si nécessaire, le locataire vers les acteurs et partenaires locaux.

I- L'ACTION CIVIGAZ

Le programme CIVIGAZ est destiné aux usagers du gaz naturel aux revenus modestes et vise à leur donner les informations utiles pour une meilleure maîtrise de leur consommation d'énergie et à renforcer la sécurité de leurs installations intérieures. Cette mission permet également de faire découvrir aux jeunes engagés la citoyenneté, la solidarité et de les former aux enjeux du développement durable.

CIVIGAZ, par l'intervention de ses volontaires, a pour rôle de diagnostiquer les situations de précarité énergétique, d'orienter les foyers visités vers les acteurs du territoire en charge des dispositifs d'accompagnement à la maîtrise des énergies, de sensibiliser les habitants à la maîtrise de leurs consommations de gaz.

CIVIGAZ pourrait être déployé dans un premier temps à l'échelle du territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer avant d'être étendu à la Communauté d'agglomération de Lens Liévin et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane.

Le choix des lieux de déploiement est établi par GRDF et l'Etat avec une analyse des revenus par habitant et le taux de pauvreté de la ville.
Les responsables d'agence sont consultés en amont pour apporter des ajustements

quant aux adresses sélectionnées, si nécessaire.

II- LES PRINCIPES DE L'ACCORD

Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- Permettre l'accès aux logements ciblés dans les délais prévus avec la FACE COTE D'OPALE
- Faciliter la communication de l'opération auprès des habitants de la communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer (indispensable à la bonne marche de l'opération) grâce, par exemple, à des courriers d'annonce de l'arrivée des volontaires, au collage d'affiches, à la distribution de flyers, à l'autorisation d'organiser des animations collectives notamment sur les marchés des quartiers ciblés, etc....
- Participer à une réunion trimestrielle organisée par FACE COTE D'OPALE pour :
 - assurer la préparation des visites à domicile et des actions d'informations collectives dont l'objet sera notamment de préciser les jalonnements de l'opération pour en assurer la bonne mise en œuvre
 - suivre le déploiement et réaliser un premier bilan opérationnel des visites à domicile et à ajuster l'action si nécessaire
 - réaliser un bilan de fin de l'opération.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général ou toute autre personne habilitée, à fixer les clauses, charges et conditions de la convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat, Habitat Hauts-de-France, FACE Côte d'Opale et GRDF dans le cadre du projet CIVIGAZ.
- ✓ autorisent le Directeur général ou toute autre personne habilitée à signer tout document relatif à la convention CIVIGAZ sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer.

Décision adoptée à l'unanimité

Convention de partenariat

Entre la Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat, Habitat Hauts-de-France, FACE Côte d'Opale et GRDF dans le cadre du projet « CIVIGAZ »

Entre les soussignés

D'une part,

La Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer, représenté par son Président Monsieur Joël Duquenoy

Ci-après nommée « la CAPSO »

D'autre part,

Flandre Opale Habitat, représenté par son Directeur Général Monsieur Christophe Vanhersel

Ci-après nommée « le bailleur »

Pas-de-Calais Habitat, représenté par son Directeur Monsieur Bruno Fontalirand

Ci-après nommée « le bailleur »

Habitat Hauts-de-France, représenté par sa Directrice Clientèle Madame Sylvia Girardeau

Ci-après nommée « le bailleur »

FACE Côte d'Opale

Association Loi 1901, domiciliée au 147 boulevard Victor Hugo à Calais, représentée par sa Présidente Madame Hélène Guy

Ci-après nommée « La structure »

Et,

GRDF

Société anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n°444 786 511, dont le siège social est situé 6 rue Condorcet, 75009 Paris, représentée par Didier Cousin en sa qualité de Directeur Territorial Hauts-de-France, dûment habilité à cet effet,

Ci-après nommée « GRDF »

Désignés également, ensemble ou séparément, comme les « Parties » ou la « Partie »

PREAMBULE

Présentation des Parties

La CAPSO

La Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO) est un établissement public de coopération intercommunal qui dispose de son propre budget, d'une fiscalité et d'une liberté d'administration. Composée de 53 communes, elle compte un peu plus de 105 000 habitants.

Depuis le 1er janvier 2017, la CAPSO est née de la fusion de quatre établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui existaient auparavant, par un projet de territoire écrit conjointement.

Les 53 communes adhérentes à la collectivité ont élu leurs délégués à la CAPSO. Leur nombre dépend de la taille de la commune. Aujourd'hui, il y a 98 conseillers communautaires.

Ce dernier est composé d'un président, de quatre premiers vice-présidents et de vice-présidents en charge d'une compétence précise.

Le projet de territoire définit les grandes orientations stratégiques et politiques de la CAPSO jusqu'en 2026. Cet outil définit les futures actions et les nouveaux projets de la CAPSO pour les 6 prochaines années. Il hiérarchise les interventions et définit les priorités élus et/ou habitants.

Flandre Opale Habitat

Flandre Opale Habitat est une entreprise Sociale pour l'Habitat qui gère un patrimoine de plus de 17 000 logements et se donne pour mission d'apporter une solution logement adaptée à chaque étape du parcours résidentiel.

Dans sa mission d'intérêt général, Flandre Opale Habitat accompagne l'ensemble de ses clients tout au long de leur parcours résidentiel et fait de leur satisfaction sa priorité. A l'écoute permanente des attentes de ses résidents, elle s'engage notamment pour l'accès au logement des salariés, elle assure la gestion administrative et technique de son parc, et accompagne les publics les plus fragiles.

Très impliquée dans la vie des quartiers, Flandre Opale Habitat mène de nombreuses actions citoyennes pour favoriser le bien-vivre ensemble, et créer du lien avec ses locataires et les habitants des quartiers.

Flandre Opale Habitat s'inscrit dans une stratégie très ambitieuse de production avec un objectif de 400 nouveaux logements par an. FOH poursuit son engagement dans les constructions durables et de qualité en menant une politique d'innovation très active.

La performance énergétique des bâtiments, le recours aux énergies renouvelables, la prise en compte des besoins des publics spécifiques et des nouvelles manières d'habiter, sont au cœur des réflexions de chacun des nouveaux programmes de construction. Cette volonté se traduit notamment par une certification NF Habitat obtenue depuis 2017, gage de qualité de construction et de confort pour les clients.

PDC Habitat

Pas-de-Calais Habitat est un office public de l'habitat, comptabilisant 40 000 logements faisant partie du mouvement HLM.

Pas-de-Calais Habitat construit, rénove, gère des logements sociaux collectifs et individuels et réalise des opérations d'aménagement dans le Département.

Qualité, confort de vie, respect de l'environnement et des contraintes économiques, maîtrise des loyers et des charges, font partie des principes d'intervention de Pas-de-Calais Habitat au service des communes et des habitants.

Pas-de-Calais Habitat développe des projets pour lutter contre la précarité et l'isolement dans les quartiers, en associant les habitants à l'échelle des sites pour innover dans les services urbains et les services à l'habitat.

Habitat Hauts-de-France

Acteur privé d'immobilier social, le Groupe Habitat Hauts-de-France loge près de 60 000 habitants sur plus de 350 communes de la Région. Depuis plus de 90 ans, 323 collaborateurs développent leur savoir-faire et expertise d'opérateur global de l'habitat : aménager, construire, entretenir, gérer, réhabiliter.

Engagés au service des habitants et des territoires, Habitat Hauts-de-France, le COTTAGE Social des Flandres, HLI et COPRONORD développent des solutions adaptées à la diversité des besoins :

logements locatifs sociaux, hébergement,
établissements pour personnes âgées, ... et
la propriété.

Flandre Opale Habitat

Groupe Action Logement
FACE Côte d'Opale



accession à



Fondation reconnue d'utilité publique, la Fondation FACE – présidée par Jean Castex – est un espace conjuguant les forces des acteurs publics, privés et associatifs. Depuis 1993, elle fédère l'un des plus vastes réseaux français d'entreprises engagées pour agir en faveur de l'inclusion des publics les plus vulnérables.

FACE et sa communauté déploient des actions concrètes et pérennes et agissent dans trois domaines clés : l'éducation et l'orientation des jeunes en difficulté, l'inclusion par l'emploi et l'insertion, l'accès aux droits.

GRDF

GRDF a pour mission, de concevoir, construire, exploiter et entretenir le réseau de distribution de gaz naturel en garantissant la sécurité des biens et des personnes et la qualité de la desserte. Pour assurer cette mission, GRDF réunit rigueur, savoir-faire et esprit d'innovation tout au long d'une chaîne d'expertises au service de la sécurité du réseau

Dans le cadre de ses missions de service public, GRDF s'est engagée à contribuer, sur le territoire qu'il dessert, au développement du réseau de distribution de gaz naturel en tant que celui-ci constitue un outil essentiel de la politique énergétique française visant à apporter aux consommateurs des solutions énergétiques performantes aux plans économique et environnemental.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone et contribuer à la transition écologique, le réseau de gaz naturel peut être un outil d'aménagement durable : disponible, souple, évolutif et vecteur d'énergies renouvelables sur le réseau grâce à son verdissement. Le gaz permet ainsi de répondre à tous les usages énergétiques en résidentiel comme en tertiaire grâce à des solutions couplant gaz naturel et EnR performantes et économiques pour les bâtiments.

Dans le contrat de service public 2019-2023 signé avec l'Etat, GRDF s'est engagé à mener des actions pour participer à la sécurisation des installations intérieures gaz et à la prévention auprès des clients en situation de précarité.

Le dispositif CIVIGAZ

CIVIGAZ est une opération initiée par la collaboration entre GRDF et la fondation FACE en vue d'accompagner le développement d'une action d'intérêt général au service des territoires pour lutter contre la précarité énergétique et renforcer la sécurité gaz dans les logements.

Le dispositif « CIVIGAZ » vise à lutter contre la précarité énergétique en lien avec la sécurité gaz via des visites réalisées au domicile de ménages modestes, ainsi que via des animations collectives et des accompagnements individualisés pour les publics concernés, par des bénévoles en service civique et par des médiateurs professionnels.

CIVIGAZ a pour but de :

- conseiller les familles sur la sécurité des installations intérieures gaz et la maîtrise de leur consommation énergétique (MDE) ;
- détecter des potentielles situations de précarité énergétique chez les habitants et faciliter la mise en lien avec les acteurs locaux compétents ;
- améliorer l'insertion socio-professionnelle de jeunes de 18 à 25 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap).
- promouvoir la citoyenneté et l'engagement des jeunes via notamment une mission d'intérêt général au bénéfice des personnes les plus vulnérables dans le cadre d'un programme de volontariat en Service civique ;

Ce dispositif contribuera à **sensibiliser environ 800 foyers** par le biais de visites à domicile sur 12 mois et **400 personnes** au travers d'informations collectives.

Les **logements ciblés** par CIVIGAZ pour les Visites à Domicile (VAD) disposent d'une **alimentation individuelle en gaz naturel** utilisée pour le chauffage, l'eau chaude et /ou la cuisson. Le parc social et le parc privé sont ciblés indépendamment de la notion de quartier prioritaire. Les quartiers qui présentent des taux significatifs de précarité énergétique seront ciblés en priorité par les territoires.

L'ensemble du dispositif national CIVIGAZ est coordonné par la Fondation FACE, OMEGA et GRDF.

FACE Côte d'Opale est la structure chargée de la réalisation du dispositif et de son déploiement local au sein de la CAPSO. Elle est appuyée dans cette mission par GRDF.

Constatant la convergence de leurs préoccupations, les Parties ont décidé de coopérer et ont convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1. Objet de la Convention

La présente convention de partenariat (ci-après la « Convention ») a pour objet de définir les engagements réciproques de **FACE Côte d'Opale, la CAPSO, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat, Habitat Hauts-de-France, et GRDF** dans le cadre de la réalisation du dispositif « CIVIGAZ », ci-après désigné « Dispositif », déployé sur le(s) territoire(s) de la CAPSO.

En signant la Convention, **FACE Côte d'Opale, la CAPSO, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat, Habitat Hauts-de-France et GRDF** s'engagent à respecter l'ensemble des obligations découlant de la mise en œuvre globale du Dispositif.

Plus spécifiquement, **FACE Côte d'Opale** s'engage dans les termes suivants à :

- Assurer le **portage administratif et financier des volontaires, via la Fondation FACE ou par son propre agrément** ;
- **Coordonner avec GRDF, la CAPSO, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat et Habitat Hauts-de-France, la mise en œuvre de l'opération sur le territoire** :
 - **Intégrer l'opération CIVIGAZ dans l'écosystème local** de partenaires et de dispositifs existants qui interviennent dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique et de l'insertion des jeunes ;
 - **Identifier des territoires cibles** avec la collectivité, les bailleurs sociaux et GRDF :
 - pour lesquels un gisement de logements est suffisant pour assurer l'atteinte de l'ambition du nombre de visites à domicile c'est-à-dire au minimum 2700 logements (1 500 environ en parc privé et 1 200 environ en parc social).
 - dans **des quartiers où il existe des gisements avérés de ménages en situation de précarité**
 - **Transmettre à GRDF national, au plus tard le 1er mars 2024, la liste des rues à cibler pour le dispositif après concertation avec la direction territoriale de GRDF, les bailleurs sociaux et la collectivité**
- Organiser et animer les **comités de partenariats locaux** avec GRDF, la CAPSO, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat, et Habitat Hauts-de-France **et tout autre acteur local jugé pertinent par les parties** ;
- Assurer la **gestion opérationnelle** locale du projet, c'est-à-dire :
 - Organiser le **recrutement, la formation et le management** de l'équipe de volontaires ;
 - Assurer une présence quotidienne auprès des volontaires dans les parcs de logements visités, via 2 **médiateurs**, encadrant technique de l'équipe de volontaires,
 - Assurer la coordination globale du projet à travers la présence d'une coordinatrice territoriale de projet.
 - Préparer et **organiser l'activité** des volontaires (tout au long de la mission (formation, visites-à-domicile, accompagnement au projet d'avenir)

Flandre Opale Habitat



Groupe Action Logement

Le Groupe Action Logement œuvre un programme de visites à domicile (sensibilisation à la sécurité gaz et écogeste) dont le contenu est précisé en annexe

- Mettre en œuvre un programme d'informations collectives
- Gérer la **logistique** du projet : local, gestion des stocks, déplacements, en lien avec la Fondation FACE, Oméga et GRDF
- Favoriser la **mobilité douce** dans le cadre des déplacements quotidiens de l'équipe CIVIGAZ (métro, tramway, location de vélo, véhicule au GNV / électrique, etc.) dans une logique de cohérence avec les valeurs portées par le projet
- Réaliser le **reporting mensuel** et le transmettre à la Fondation FACE le 5 de chaque mois
- Réaliser un **rapport final** (bilan quantitatif, qualitatif), à transmettre à la Fondation, GRDF, la CAPSO, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat et Habitat Hauts-de-France au terme de la fin de l'opération
- **Assurer l'animation et l'accompagnement des volontaires** dans leur « projet d'avenir » (accompagnement social, professionnel et développement personnel)
- **Assurer la mise en place d'actions de formations civiques et citoyennes** (Formation au premier secours, modules de formation sur les valeurs de la république et la découverte des institutions françaises et européennes, débats/conférences/forums sur les enjeux sociaux, etc.)
- **Contribuer à la communication locale** de l'opération en lien étroit avec la **CAPSO, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat, Habitat Hauts-de-France** et la Direction territoriale de GRDF

FACE Côte d'Opale prendra en charge les frais du local (loyer, fluides, connexion internet, ...).

- **La CAPSO** s'engage dans les termes suivants :
- Contribuer entre juin et octobre 2023 à **l'information et à la mobilisation des jeunes** de sa ville lors de la phase de recrutement des volontaires CIVIGAZ par **FACE Côte d'Opale** ;
- Contribuer à **l'identification des quartiers cibles où il existe des potentiels de gisements de logements occupés par des ménages en situation de précarité (parc privé / parc social)**
- Contribuer à la **communication locale de l'opération** en lien étroit avec **FACE Côte d'Opale, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat, Habitat Hauts-de-France** et GRDF :
 - Coréaliser un **courrier d'information des habitants** (signé par la collectivité) ciblés par l'action, indispensable pour légitimer la présence et la mission des volontaires dans les quartiers ciblés ;
 -

- Concourir à donner de la visibilité à l'action (newsletter de la collectivité, information sur son site Internet, etc.) et faciliter les possibilités d'affichage pour communiquer sur l'opération (panneau d'affichage, etc.)
- Faciliter l'organisation d'animations collectives
 - dans des lieux stratégiques (ex : stand dans un marché) dans chaque nouveau quartier ciblé par le dispositif (en particulier en parc privé) en amont de l'intervention des volontaires en visite à domicile, permettant d'informer les habitants de l'arrivée des volontaires et favorisant de ce fait l'ouverture des portes de logement.
 - Dans des lieux dédiés à des animations collectives de quartier ayant pour principale thématique la maîtrise de la demande en énergie.
- Garantir **l'intégration de l'action CIVIGAZ** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire de la CAPSO dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique. Cette intégration pourra s'effectuer par :
 - La participation d'un ou plusieurs représentants de la collectivité au Comité de Partenariats locaux ;
 - L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de CIVIGAZ aux acteurs du territoire ;
 - La transmission au/à la coordinatrice CIVIGAZ de **FACE Côte d'Opale** d'un répertoire des partenaires (fiche de contacts utiles) du territoire à mobiliser dans le cadre de l'orientation des habitants
- Prendre connaissance des situations rencontrées transmises par la coordinatrice et/ou du médiateur suite à certaines visites à domicile effectuée dans son parc immobilier ;
- Participer à la définition des **modalités d'intervention des volontaires** sur les territoires
- Contribuer à la **formation initiale des volontaires** à travers, par exemple, la présentation de ses services et dispositifs :
 - Les dispositifs existants sur le territoire pour lutter contre la Précarité Énergétique
 - Les services et acteurs locaux : le Service d'Hygiène de la ville, le CCAS, etc.
 - ...
- Contribuer éventuellement à la formation civique et citoyenne des volontaires :
 - en leur proposant la visite d'un musée, d'un tribunal, la rencontre avec un élu, etc.

- en jouant le rôle de facilitateur auprès des établissements scolaires pour permettre aux volontaires d'organiser des ateliers collectifs sur le développement durable et l'économie circulaire et sensibiliser des élèves de primaire et collèves dans le respect des programmes scolaires
- Assurer **l'accueil des volontaires et des médiateurs dans un local** de la collectivité ou chez un partenaire du territoire. *Le lieu d'implantation est en cours d'identification.* L'usage qui sera fait de cette mise à disposition sera :
 - Une base pour le départ et le retour des volontaires et des médiateurs ;
 - Un lieu adéquat pour les prises de repas du midi
 - Le lieu d'animation des réunions avec les volontaires et des médiateurs CIVIGAZ
 - Le lieu dédié à l'accompagnement socioprofessionnel des volontaires et leur formation civique et citoyennes

La CAPSO participera aux frais de transport des volontaires CIVIGAZ en privilégiant la mobilité douce (métro, tramway, location de vélo, etc.)

Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat et Habitat Hauts-de-France s'engage dans les termes suivants :

- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **FACE Côte d'Opale, la CAPSO** et GRDF
- Garantir **l'intégration de l'action CIVIGAZ** dans l'écosystème des partenaires et dispositifs existants sur le territoire de la CAPSO dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique. Cette intégration pourra s'effectuer par :
 - La participation d'un ou plusieurs de ses représentants au Comité de Partenariats locaux ;
 - L'organisation et l'animation de réunion(s) de présentation de CIVIGAZ aux acteurs du territoire ;
 - La contribution à l'identification des quartiers cibles et la définition des priorités d'intervention sur son parc de logements, en transmettant la liste de ses logements ciblés par l'opération à la structure locale porteuse avant le 1er octobre 2023 (liste à joindre en annexe de la Convention)
- Participer à la définition des modalités d'intervention des volontaires sur son parc de logements

- Autoriser FACE Côte d'Opale à déployer un programme de visites à domicile (sensibilisation à la sécurité gaz et écogeste) dont le contenu est précisé en annexe
- Prendre connaissance des situations rencontrées qui lui seront transmises suite à certaines visites à domicile par la coordinatrice et le médiateur ;
- Procéder aux remplacements des robinets à abouts soudés (appareils de cuisson), interdits par la réglementation, détectés sur son parc de logement dans le cadre des visites à domicile réalisées par les intervenants CIVIGAZ
- **Faciliter l'organisation d'animations collectives** dans des lieux stratégiques (ex : dans les halls ou en bas d'immeuble, « kiosque » permanent) dans chaque nouveau quartier ciblé par le dispositif en amont de l'intervention des volontaires en visite à domicile permettant d'informer les habitants de l'arrivée des volontaires et favorisant de ce fait l'ouverture des portes de logement
- Coréaliser le **courrier d'information des habitants** ciblés par l'action, indispensable pour légitimer la présence et la mission des volontaires dans les quartiers ciblés
- Pour les logements collectifs, un affichage sera mis en place 15 jours avant. Le courrier remis entre 10 et 15 jours avant le passage des bénévoles CIVIGAZ.

GRDF s'engage dans les termes suivants à :

- Participer aux **réunions des Comités de partenariats locaux** ;
- Contribuer activement à **l'identification des territoires** à cibler par l'opération avec la FACE Côte d'Opale ;
 - pour lesquels un gisement de logements est suffisant pour assurer l'atteinte de l'ambition du nombre de visites à domicile c'est-à-dire au minimum 2700 logements (1 500 environ en parc privé et 1 200 environ en parc social).
 - dans **des quartiers où il existe des gisements avérés de ménages en situation de précarité**
- Contribuer avec FACE Côte d'Opale à la mobilisation des parties prenantes
- Contribuer à la **communication locale** de l'opération en lien étroit avec **FACE Côte d'Opale, la CAPSO, Flandre Opale Habitat, Pas-de-Calais Habitat et Habitat Hauts-de-France** ;
- Transmettre à la **FACE Côte d'Opale les adresses des points de livraison gaz**, pour cibler précisément les personnes éligibles à l'action de sensibilisation CIVIGAZ ;
- Contribuer à **l'organisation des événements presse** ;

- Contribuer à la réflexion des volontaires sur leurs projets d'avenir en leur présentant les métiers de GRDF.

ARTICLE 4. Durée de la Convention

La Convention prend effet à la date de la signature des Parties. Toute nouvelle mission donnerait lieu à l'établissement d'un avenant signé par les Parties ou à une nouvelle convention.

La date prévisionnelle de fin de Convention est fixée au **31 octobre 2024**.

ARTICLE 5. Modalités financières

GRDF, contribuera au financement du déploiement du dispositif à hauteur de 109 000 euros HT. Cette contribution financière, a été versée par GRDF à la Fondation FACE, dans le cadre d'un mécénat externe à la présente Convention. Les sommes versées par GRDF seront redistribuées aux Structures Locales Porteuses, directement par la Fondation FACE.

ARTICLE 6 : Suivi des actions CIVIGAZ

Afin de s'assurer de la traçabilité des actions d'informations et de sensibilisation effectuées par les volontaires, les résultats des visites devront donner lieu à l'établissement d'une fiche de reporting.

Toutes les parties prenantes seront invitées trimestriellement au Comité de Partenariats locaux.

La Structure Locale Porteuse s'interdit formellement d'utiliser directement ou indirectement et de transmettre à un tiers, les fiches ou leur contenu à toutes autres fins que celles prévues par la Convention.

ARTICLE 7 : Responsabilités et Assurances

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause, ou que son personnel ou toutes personnes auxquelles elle ferait appel pour l'assister ou exécuter en ses lieux et places causent, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la Convention à l'exclusion expresse des dommages immatériels tels que notamment perte de profit, perte de recette, perte d'exploitation.

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour couvrir l'exécution des présentes et garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Elle s'engage à maintenir et à renouveler ces polices d'assurance en temps utile, à en justifier à première demande auprès des partenaires, et à en acquitter régulièrement les primes.

ARTICLE 8. Communication

Toute communication ou publication concernant l'opération CIVIGAZ sur le territoire de **la CAPSO** doit mentionner la participation de **GRDF, de FACE Côte d'Opale, de la CAPSO, de Flandre Opale Habitat, de Pas-de-Calais Habitat, de Habitat Hauts-de-France**, mais également de la Fondation FACE, de l'Agence du Service Civique (ASC), et le cas échéant des structures partenaires locales (notamment les rapports d'activités, brochures, dossiers et communiqués de presse, sites internet et intranet, newsletters, réseaux sociaux, affiches, ou pour toute action d'information relative au projet, quel que soit le support).

Les marques et logos des Parties, régulièrement déposés auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), sont la propriété exclusive de la Partie concernée, qui est donc la seule détentrice du droit de les céder ou de les exploiter.

Cependant, dans le cadre de la stricte exécution de leurs engagements prévus par la Convention et dans les seules limites que cette exécution implique, les Parties pourront utiliser les marques et logos de chacune d'elles.

Chacune des Parties s'engage à soumettre à l'autre Partie tout projet de communication faisant apparaître la marque de cette dernière pour un agrément exprès préalablement à sa mise en œuvre.

Chacune des Parties pourra par ailleurs citer l'autre Partie en tant que « Partenaire » dans le strict cadre de l'objet de la Convention.

Chacune des Parties s'engage à reproduire la ou les marque(s) de l'autre Partie de façon claire et visible et sans altération, c'est-à-dire dans un strict respect de la charte graphique préalablement communiquée par la Partie propriétaire de la marque concernée.

Les Parties s'engagent à préserver, à tout moment, la réputation et l'image de marque des autres partenaires.

ARTICLE 9. Confidentialité

Les Parties s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, commerciale, technique, financière, nominative, etc., qui lui auront été communiquées par l'autre Partie ou dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la Convention (les « Informations Confidentielles »), à l'exception des informations et documents transmis aux fins de communication.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance de la Convention pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celle-ci.

Les stipulations qui précèdent n'empêcheront pas l'une des Parties :

- a. de se prévaloir en justice des termes de la Convention pour en obtenir l'exécution par l'autre Partie ;
- b. de présenter les dispositions de la Convention à toute requête d'une autorité administrative ou judiciaire à laquelle elle doit se soumettre, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale ;
- c. de présenter les dispositions de la Convention lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

A la fin de la Convention, pour quelque cause que ce soit, chacune des Parties s'engage à restituer à l'autre Partie les Informations Confidentielles de l'autre Partie et à détruire les copies, sur tout support, qu'elle aura pu faire, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date effective de cessation de la Convention.

Cette obligation de restitution s'applique également aux analyses, notes, ou documents rédigés sur la base ou relative aux Informations Confidentielles, également confidentielles.

ARTICLE 10. Protection des données personnelles

Les termes autres que ceux définis dans la Convention ont le sens qui leur est donné dans les Lois de Protection des Données Personnelles qui désignent le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (désigné ci-après par "Données Personnelles") et à la libre circulation de ces données (ci-après désigné « RGPD ») ainsi que toute législation ou réglementation relative à la protection des Données Personnelles applicable aux Traitements effectués en application de la Convention.

Les Parties s'engagent à respecter toutes les obligations qui leur incombent conformément aux Lois de Protection des Données Personnelles.

Les Parties s'engagent à garantir un haut niveau de confidentialité des Données Personnelles, notamment en mettant en place des mesures de sécurité techniques et organisationnelles adaptées aux traitements de données effectués dans le cadre de la présente convention afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, telles que des moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Chaque Partie s'engage à ce que les Données Personnelles qu'elle est amenée à traiter soient collectées, traitées et transférées conformément à la réglementation applicable.

Chaque Partie est responsable de Traitement, au sens de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, des Données Personnelles qu'elle traite pour ses besoins dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 11. Non exclusivité

La Convention est conclue sans exclusivité et ne fait pas obstacle à ce que chacune des Parties puisse conclure un accord du même type avec d'autres partenaires.

ARTICLE 12. Droit applicable et juridiction compétente

La Convention est soumise au droit français.

Toute contestation portant sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera soumise aux tribunaux compétents après tentative infructueuse de résolution amiable du différend entre les Parties.

ARTICLE 13. Clause de résiliation, de dénonciation

Chacun des signataires pourra dénoncer sa participation à la Convention. Toutefois, cette rupture devra être motivée 1 mois avant le recrutement des volontaires et ne pas nuire au bon déroulement du projet tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

ARTICLE 14. Clause éthique et développement durable

Les Parties déclarent et garantissent respecter (et avoir respecté, lors des 6 années précédant la signature du partenariat) les normes de droit international et du droit national applicable dans le cadre de ce partenariat et relatives :

1. aux droits humains et libertés fondamentales de la personne humaine, notamment l'interdiction (a) de recourir au travail des enfants et à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire ; (b) de procéder à toute forme de discrimination au sein de son entreprise ;
2. aux embargos, trafics d'armes et de stupéfiants et au terrorisme ;
3. aux échanges commerciaux, licences d'importations et d'exportations et aux douanes ;
4. à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ;
5. au travail, à l'immigration, à l'interdiction du travail clandestin ;
6. à la protection de l'environnement ;
7. aux infractions économiques, notamment la corruption, la fraude, le trafic d'influence (ou infraction équivalente dans le droit national applicable à la Convention), l'escroquerie, le vol, l'abus de bien social, la contrefaçon, le faux et usage de faux, et toute infraction connexe ;
8. à la lutte contre le blanchiment d'argent ;
9. au droit de la concurrence.

Toute violation par les Parties des dispositions de la présente clause constitue un manquement contractuel conférant le droit à la Partie non défaillante de procéder à la suspension et/ou à la résiliation de la Convention.

Fait en quatre exemplaires, le _____

| | |
|---|--|
| <p>Joël Duquenoy Président de la CAPSO</p> | <p>Didier Cousin Directeur Territorial Hauts-de-France GRDF</p> |
| <p>Hélène Guy Présidente de FACE Côte d'Opale</p> | <p>Christophe Vanhersel Directeur Général de Flandre Opale Habitat</p> |
| <p>Bruno Fontalirand Directeur de Pas-de-Calais Habitat</p> | <p>Sylvia Girardeau Directrice Clientèle Habitat Hauts-de-France</p> |